

Unité départementale des Bouches du Rhône
16, rue Zattara
CS 70248 Cedex 03
13331 Marseille

MARSEILLE, le 23/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERE VILA SAS

Le Val d'Ambla
Chemin du Castellas
13127 VITROLLES

Références : D-0205-AIX-2023

Code AIOT : 0006400039 (référence à rappeler dans toute correspondance)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/12/2022 dans l'établissement CARRIERE VILA SAS implanté Le Val d'Ambla Chemin du Castellas 13127 VITROLLES. L'inspection a été annoncée le 09/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE VILA SAS
- Le Val d'Ambla Chemin du Castellas 13127 VITROLLES
- Code AIOT : 0006400039
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de calcaire marbrier rose et de sable rose, avec une extraction par explosif et un remblaiement des zones extraites par des déchets inertes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites apportées à la dernière visite d'inspection du 04/12/2019;
- Recyclage des déchets inertes issus du BTP;
- Portée de l'autorisation;
- Visite terrain en lien avec la zone d'extraction et de recyclage.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Récapitulatif des documents à transmettre à l'Inspection	Lettre du 19/02/2020	/	Sans objet
2	Nature des installations	Arrêté préfectoral complémentaire du 04/06/2019, article 1.2.3	/	Sans objet
3	Durée de l'autorisation	Arrêté préfectoral complémentaire du 04/06/2019, article 1.4.1.2	/	Sans objet
4	Recyclage de déchets inertes du BTP	Arrêté préfectoral complémentaire du 04/06/2019, article 8.2.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 22/12/2022 n'a pas mis en évidence de non-conformité réglementaire. Aucun constat ne conduit l'inspection des installations classées à demander à l'exploitant d'engager des actions complémentaires.

Le thème remblaiement par des déchets inertes, initialement prévu à l'ordre du jour, n'a finalement pas été abordé compte-tenu que l'exploitant n'a, pour le moment, pas réalisé de remblaiement avec des déchets inertes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection

Référence réglementaire : Lettre du 19/02/2020
Thème(s) : Situation administrative, Suivi annuel d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Constat de l'Inspecteur : Le suivi annuel d'exploitation de 2018 n'a pas été transmis à l'inspection des installations classées. Pour mémoire est attendu celui de 2019 et ses annexes (cf article 9.3.3) au 1er février 2020. Écart à la réglementation relevé : (voir ci-dessus) Cet écart à la réglementation a fait l'objet d'une réponse satisfaisante de votre part. Toutefois, à ce jour, vous n'avez pas transmis les éléments attendus. Je vous demande de transmettre ces justifications sous un mois à compter de la date de réception du présent courrier.
Constats : L'exploitant a transmis par courriel du 27/02/2020 le plan d'exploitation 2019 à jour et ses annexes. L'exploitant a transmis par courriel en date du 31/01/2022 le rapport annuel d'exploitation de l'année 2021. L'exploitant a transmis par courriel en date du 18/01/2023 le rapport annuel d'exploitation de l'année 2022. Par conséquent, l'Inspection considère l'écart formulé lors la VI du 10/12/2019 comme soldé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 04/06/2019, article 1.2.3
Thème(s) : Situation administrative, Matériaux extraits et importés, quantités autorisées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les matériaux extraits sont des calcaires marbriers dits « Rouge étrusque de Vitrolles ». La quantité maximale de matériaux extraits du site est au maximum de 15 000 tonnes/an, elle ne peut pas dépasser 270 000 tonnes en cumulée depuis l'autorisation initiale de 2001. Les matériaux importés sont de déchets inertes issus des chantiers locaux du BTP. La quantité maximale de déchets inertes admissible (remblaiement et recyclage) est de 5 250 m ³ par an (soit 42 000 m ³ sur la durée de l'autorisation d'exploiter). Il est renvoyé aux articles 8.1 et 8.2 pour la répartition entre le remblaiement et le recyclage.
Constats : Le rapport annuel d'exploitation de l'année 2022 indique que la quantité extraite est de 4 120 m ³ soit 9 064 tonnes, cela ne dépasse pas le maximum autorisé de 15 000 tonnes/an. Ce rapport indique aussi qu'il n'a pas été importé de déchets inertes pour le remblaiement de la carrière ou pour du recyclage par concassage criblage. Il n'a pas été constaté le jour de l'inspection d'admission de déchets inertes pour le remblaiement de la carrière ou pour du recyclage par concassage criblage. L'exploitant explique que l'activité de remblaiement avec des déchets inertes n'a pas démarrée, et ne souhaite recevoir que des déchets inertes de type terre ou roche, les déchets de démolition/déconstruction sont exclus. En 2022, le remblaiement de la carrière a été réalisé avec des matériaux du site non commercialisables et considérés comme stériles d'exploitation par l'exploitant. Le volume de 1 345 m ³ a été mis en œuvre entre Janvier et décembre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Durée de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 04/06/2019, article 1.4.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Autorisation d'exploiter
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La présente autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 8 ans à compter du 27 décembre 2018, soit jusqu'au 27 décembre 2026. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site. Elle porte sur l'extraction maximale annuelle de 6 800 m ³ (15 000 tonnes ; d=2,2)? soit une extraction totale de 54 500 m ³ (soit 120 000 tonnes) des calcaires marbriers dits « Rouge étrusque de Vitrolles ». <ul style="list-style-type: none">• Puissance moyenne exploitée 8 m ;• Hauteur de banc exploitable 4 m ;• Cote NGF limite en profondeur du carreau final est de 190 m ; L'extraction des matériaux est arrêtée au moins 6 mois avant l'échéance de la présente autorisation, afin de permettre l'achèvement de la remise en état. L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile. (Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des éventuelles prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application du titre II du livre V du code du patrimoine relatif à l'archéologie préventive.)
Constats : L'exploitant a rappelé la réunion de présentation du projet de renouvellement de l'autorisation d'exploitation de la carrière avec la modification du phasage, dont le point principal est une obtention d'une durée de 8 années maxi (au niveau local), signalé par le Conservatoire du Littoral. Le levé topographique du 14/12/2022 a été consulté informatiquement lors de l'inspection et transmis par l'exploitant le 18/01/2023. Il ressort que la cote du carreau en cours d'exploitation varie de 190,05 m NGF au plus bas à 190,51 m NGF au plus haut, respectant la limite de profondeur d'extraction de 190 m NGF.
Observations : L'exploitant a déposé au Préfet par courrier daté du 15/09/2023 le dossier de porter à connaissance relatif à des modifications des conditions d'exploitation de la carrière (hauteur des fronts, approfondissement de la côte de fond de fouille, ...). Ce dossier est en cours d'instruction.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Recyclage de déchets inertes du BTP

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 04/06/2019, article 8.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Quantités de déchets admissibles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La quantité maximale de déchets inertes valorisés autrement que pour le remblaiement de la carrière est limitée à : <ul style="list-style-type: none">• 1 050 m³/an ou 2 310 t/an maximum (d=2,2), sans dépasser 8 400 m³ ou 18 480 tonnes sur la durée de l'autorisation d'exploiter. Ces quantités sont valorisées par recyclage (concassage/criblage).
Constats : L'exploitant indique lors de l'inspection avoir valorisé en juin 2021 les déblais rocheux du chantier de Mr DRINI par concassage, pour un volume maximal de 1030 m ³ transformé en tout venant. Le document préalable d'acceptation des déchets intitulé DAP « DRINI, consulté le jour de l'inspection, est signé. Ce dernier indique: <ul style="list-style-type: none">- le nom et les coordonnées de Mr DRINI producteur des déchets,- le nom et les coordonnées de la carrière VILA transporteur des déchets,- le chantier de terrassement de fondation comme origine des déchets,- le code 17 05 04 (terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement),- une quantité de déchets de 1 030 m³. L'Inspection relève que le document préalable d'acceptation des déchets (DAP « DRINI ») indique une quantité de déchets exprimée en m ³ et rappelle que la quantité de déchets concernée est exprimée en tonnes conformément à l'article 8.1.2.3 de l'arrêté préfectoral n°2019-150 C du 04/06/2019.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet